

37^e congrès du PCF
Discours de clôture de Pierre Laurent
Secrétaire national

Chers amis, chers camarades,

Quelle fierté...! Quelle fierté mes amis... A l'heure de conclure les travaux de notre 37^e Congrès, je m'adresse à vous avec le sentiment du travail accompli. Quel beau visage du Parti communiste français nous avons donné au cours de ces 4 jours de débat. Loin des caricatures, nous avons fait la démonstration de l'incroyable modernité du combat communiste. Nous avons mené avec sérénité et responsabilité des débats de fond qui n'étaient pas faciles. Nous nous sommes écoutés, nous avons échangé avec respect et attention. Et c'est avec beaucoup d'intelligence que nous sommes parvenus à trancher les questions qui nous animaient, et à nous unir autour d'une ligne claire et offensive.

Être communiste reste décidément une belle idée pleine d'avenir. C'est pourquoi les mots d'accueil à ce congrès des jeunes et des étudiants communistes resteront gravés. Les drapeaux des JC sur toutes les photos du mouvement contre la loi travail, dans les journaux, sur les réseaux sociaux, disent mieux que tout discours combien les communistes sont en phase avec leur temps. Bravo Camille, bravo Antoine ! Bravo à tous les jeunes communistes de France !

Et puisque nous en sommes aux applaudissements, je tiens aussi à remercier l'ensemble des camarades qui ont fourni un travail considérable pour que les travaux de notre congrès puissent se tenir dans d'excellentes conditions. Merci à vous les copains ! Votre travail, votre sens de l'engagement sont notre richesse. Ici nous sommes riches d'un patrimoine qui n'est pas près d'être soumis à l'ISF ! Ce patrimoine c'est la fraternité.

Soutien et fraternité, ces mots nous les adressons à tous nos compatriotes victimes des inondations qui frappent actuellement notre pays. A toutes ces personnes qui en quelques heures ont vu le travail d'une vie, les maisons qu'ils avaient bâti, les jardins dans lesquels grandissaient leurs enfants envahis par les eaux, Nous nous devons d'être à leurs côtés. Nous saluons aussi l'engagement des élus locaux et des employés municipaux aux côtés des populations sinistrées. Ils font la démonstration de l'efficacité et de l'utilité des services publics. Je me rendrai lundi avec une délégation du PCF à Villeneuve Saint-Georges, ville du 94 touchée par la montée des eaux. Car chez les communistes la solidarité ne sera jamais un supplément d'âme.

La solidarité, la solidarité concrète, c'est par là que tout commence, en France et dans le monde, Et c'est pourquoi j'ai été ravi d'accueillir de nombreuses délégations internationales à notre congrès.

Parce que nous ambitionnons d'être au cœur battant du monde tourmenté, nous sommes confrontés à des questions complexes qui, naturellement, ont provoqué un débat de fond, un débat sans concession. Et nous sortons de ce débat rassemblés, ce qui était ma première préoccupation.

Rassemblés sur une démarche politique très claire : nous voulons des victoires pour notre peuple et pour le pays.

Nous voulons construire une majorité victorieuse sur un projet clair, pour sortir le pays, l'Europe et le monde de la crise, des tensions et des blocages, en finir avec les guerres. Nous voulons le faire par la lutte, dans le mouvement de notre peuple, en travaillant à l'émergence d'une offre politique capable de renverser le cours de la situation. Oui nous voulons gouverner le pays. Nous

voulons vaincre car notre objectif n'a jamais été de faire de la figuration ! Il est plus que temps de sortir du mauvais scénario dans lequel les 1 % tentent de nous enfermer. Sifflons la fin de la séance, le peuple réclame le premier rôle !

Chers camarades, avec ce congrès, nous honorons trois rendez-vous qui compteront. Les rendez-vous avec la France, avec le siècle et avec la jeunesse. Le rendez-vous avec la France, parce qu'elle en a assez d'être méprisée, bradée, livrée à un système capitaliste prédateur qui plonge le pays dans une dérive de régressions démocratiques et sociales, de soumissions aux puissances financières, d'abandons de sa souveraineté et de sa personnalité.

C'est ce qui arrive avec la loi El Khomri. Le Président de la République, le gouvernement, leurs soutiens comprennent mal ce qui se passe. Il ne mesurent pas la colère, ils se trompent sur l'état d'esprit des salariés et de la jeunesse. Ils sont hors sol.

Leur petite logique de compétitivité ne peut concevoir les aspirations d'aujourd'hui. Ils ne comprennent pas que les salariés refusent le travail précarisé, subit, en miettes. Les salariés aujourd'hui veulent être reconnus dans leur travail, ils veulent maîtriser les processus de production des biens et des services, ils veulent être associés aux décisions, ils veulent partager les fruits de leurs efforts.

Et que leur répond le gouvernement et le patronat ? Bosse et tais toi ! Et que font ils ? Ils font reculer les droits, tous les droits, ils aggravent les conditions de travail, renforcent l'exploitation, augmentent la pression sur les salaires, et précarisent de plus en plus.

Et quand les salariés, avec leurs syndicats, refusent ces mesures d'un autre âge, alors ils sont méprisés, humiliés et réprimés. On les traite de terroristes quand ils ne font que défendre leur droit, leur travail et utilisent leur droit de grève.

Avec les salariés, avec les jeunes, tous ensemble, nous pouvons gagner sur la loi travail, nous pouvons contraindre le gouvernement à se mettre à la table des négociations et à revoir du tout au tout ses ambitions. Pourquoi faudrait-il baisser pavillon quand le pays désapprouve si massivement cette mauvaise loi ? Pour quelles raisons accepter d'abaisser les protections et les droits dont bénéficient les salariés, quand le rapport des forces avec le patronat, du fait du chômage et de la dégradation de la qualité des emplois, leur est déjà si défavorable ? Au nom de quoi ? De l'emploi ? C'est ce que prétendent El Khomri, Valls et Hollande. Mais supprimer des droits, vider l'esprit de la loi, assouplir le Code du travail, c'est supprimer la protection du plus faible. Rappelons ce que disait Henry Lacordaire au XIX^e siècle : « *Entre le fort et le faible, entre le riche et le pauvre, entre le maître et le serviteur, c'est la liberté qui opprime et la loi qui affranchit.* »

La recette de ce gouvernement, de ce Président qui prétendait affronter la finance, c'est celle, absurde, de ceux qui s'y soumettent. Comme si en prétendant empêcher le renard d'entrer dans le poulailler, on en abaissait le grillage.

Et la droite, les Sarkozy, Fillon, Juppé, Copé, Kosciusko-Morizet, et les Le Pen piaffent d'achever le travail engagé par le gouvernement socialiste en allant plus loin encore après 2017. Eux ne veulent plus de code du travail, ils ne veulent plus de loi sur le temps de travail, ils ne veulent plus de lois sociale, ils ne veulent d'organisation syndicale que cantonnées à la préservation de la paix sociale. Et ils préparent, pour leur retour aux affaires, la grande fête de la vengeance patronale, sur un peuple, le peuple de France, qui a osé les défier en adoptant, au fil du temps, des décennies et des siècles des règles protectrices qui obligent les propriétaires et actionnaires au respect de droits des salariés.

Ceux qui défendent et représentent l'intérêt général, l'intérêt de la France, l'avenir de la France, sont ceux qui participent aux rassemblements, aux mobilisations, aux actions grévistes. Je veux féliciter toutes les militantes et les militants qui participent quotidiennement depuis plusieurs mois au mouvement et l'épaulent. Je veux dire que nous sommes solidaires avec les trop nombreuses et nombreux communistes victimes de la répression et des violences comme avec toutes les victimes.

Nous refusons que la violence s'invite dans les luttes sociales et populaires, Nous savons comment la violence est le recours des pouvoirs en difficulté. Nous ne sommes pas du côté des casseurs et nombre de nos camarades ont subi leurs agressions. Mais nous savons où est le blocage. Il est au gouvernement. Certains appellent à la suspension du mouvement, nous leur répondons « suspendez le débat parlementaire ! »

Les mobilisations ont permis d'ores et déjà de premiers succès. Je pense aux acquis obtenus pour les jeunes et les étudiants. Je pense à l'accord signé pour les intermittents du spectacle et remis en cause par le Medef. Ou à des premières mesures pour le pouvoir d'achat des enseignants.

C'est la lutte, le rassemblement, l'unité qui permettent des victoires. Nous allons gagner avec les salariés, avec la CGT, avec les jeunes et étudiants. Nous allons, le 14 juin, submerger les pavés de la capitale dans une immense manifestation nationale. Je vous invite à déployer tous vos efforts, - et je sais de quoi nous sommes capables, nous les communistes, quand nous déployons tous nos efforts, - pour assurer le succès de cette manifestation nationale. Pour en faire le grand cortège de la colère et des aspirations populaires ! Et je vous appelle aussi à assurer le succès de la votation citoyenne pour dire non à la loi El Khomri. Le rassemblement des salariés et des jeunes, permettra d'empêcher le Premier ministre et le Président de la République de trouver une majorité au Parlement pour voter leur loi, même s'ils ont recours au 49-3 ! Nous montrerons comment, pour les victoires, il faut que les luttes, les mobilisations, se conjuguent avec les rassemblements politiques.

Ce que nous avons décidé aujourd'hui, c'est de reprendre et renouveler le récit émancipateur de la France des Lumières, des Révolutions des XVIII^e et XIX^e siècles, de la Commune de Paris, du Front populaire, de la Résistance et de la Libération.

Ce récit, c'est celui des grandes avancées sociales et démocratiques qui font de la France, encore aujourd'hui, un modèle pour les peuples et les classes ouvrières du monde entier.

Ouvrons à nouveau le chemin des grandes utopies sociales, des grandes avancées : une sécurisation de tous les parcours de vie, pas un jeune qui ne sorte de l'école sans diplôme et formation, l'autonomie de la jeunesse, zéro chômage pour une société de partage, droit au logement, à un revenu décent pour tous, droit à la santé gratuite ; un nouveau pas dans la diminution du temps de travail, les 32 heures, droit à la retraite, égalité femmes-hommes, droit de vote des étrangers, accueil des migrants droits citoyens jusque dans les entreprises et partage des pouvoirs ; VI^e République...

Oui, c'est le temps de nouvelles percées de civilisation.

Ouvrons de nouveaux horizons pour la vie sur terre et le monde : la paix, la préservation des équilibres naturels et du climat ; le développement associé de l'industrie, l'agriculture et l'écologie... Nous avons beaucoup débattu des problématiques environnementales et beaucoup avancé. Ces avancées appellent des réflexions nouvelles de notre part, et nous allons poursuivre nos études et débats, en particulier sur les questions énergétiques. En tout cas nous faisons notre la recommandation de Claude Nougaro :

*« Les parfums de la terre, les couleurs de l'eau, l'or de l'été
On est prié de laisser les lieux dans l'état où ils étaient. »*

Et ce n'est pas Hollande, Valls et Macron, ni la direction du PS qui pourront faire se prosterner la gauche et le peuple devant la tyrannie de l'Argent. Nous ne nous laisserons pas piégés par cette fable des deux gauches irréconciliables. Nous ne les laisserons pas faire, nous travaillons à l'union pour renouer avec la France debout, la France comme on l'aime.

Lors de notre congrès, nous avons aussi honoré le rendez-vous avec le siècle. Je le dis avec une très grande conviction, le communisme n'est pas l'utopie du XIX^e siècle, n'est pas l'idéologie du XX^e siècle, le communisme, c'est le mouvement de ce XXI^e siècle. C'est le temps du commun. La société française et au-delà le monde sont entrés dans une nouvelle ère qui révolutionne le rapport des humains aux outils qu'ils utilisent et qu'ils conçoivent, et plus profondément encore, révolutionne les rapports des humains entre eux. A l'heure où les grands médias ne cessent de nous dire, par experts interposés, ce qu'il faut que nous pensions, des millions de citoyens, ressentent la nécessité d'être partie prenante, à part entière, des décisions qui les concernent. Pourquoi un tel mouvement ? Pourquoi partout dans le monde ?

Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, les rapports de domination, de subordination, d'aliénation peuvent être dépassés. Les frontières entre travail manuel et intellectuel s'estompent, entre exécution et conception aussi. Les organisations innovantes, celles qui gagnent, laissent de plus en plus de place à l'initiative, donnent du pouvoir à ceux qui font le travail. Chacun sent de plus en plus que ce qu'il produit, le service qu'il rend et comment il le fait, impacte son environnement, son mode de consommation, la vie en société, sa vie elle-même.

La revendication montante dans les entreprises du « laissez-nous bien travailler » rejoint celle du bien vivre en société. Le travail et ce qu'on appelle le hors travail agissent l'un sur l'autre. La puissance des découvertes scientifiques, des révolutions technologiques, rend tout ou presque possible. Alors quand les possibles se multiplient, la question du choix devient la question cruciale.

Qui décide ? Et comment ? Pour vivre dans quelle société ? Telles sont les questions auxquelles les humains sont de plus en plus nombreux à pouvoir et à vouloir répondre. Non pas comme des spécialistes mais en citoyens informés, consultés. En citoyens responsables. La mondialisation elle-même fait découvrir à chacun que, comme le dit le chercheur Bertrand Badie, « nous ne sommes plus seuls », que le destin des uns est lié au destin des autres.

Cette formidable nouveauté, parce qu'elle devient palpable pour des milliards d'individus, se heurte à la pauvre ambition de la compétitivité économique du rendement des capitaux.

La politique elle-même et la façon d'en faire sont interrogées par cette véritable révolution. Comment, dans le monde actuel, espérer faire le bonheur des gens malgré eux ?

Le temps d'un travail libéré est venu. Le temps de la vie en société est venu. Le temps de la paix est venu. Le temps de la politique citoyenne est venue. Le temps du commun est venu.

Incapable de répondre aux défis de ce XXI^e siècle, défis du travail à l'heure du numérique, du dérèglement climatique, de la démocratie et de la paix, le libéralisme est frappé d'obsolescence. Alors renvoyons le cortège des momies de tous âges, les Gattaz, les Juppé, les Woerth, les Lemaire, les Sarkozy, et les Hollande, Valls, Macron, donner leurs leçons de modernité chez les antiquaires de Neuilly.

Le temps du commun est l'utopie réaliste de notre temps, il passe par le retour au peuple, à ses besoins, à ses aspirations, il passe par la démocratie.

Le temps des 1% se meurt. Celui des 99 % c'est le temps du commun, celui du cœur et de la raison de la gauche. C'est notre temps.

Nous donnons à ce congrès un troisième rendez-vous : le rendez-vous de la jeunesse. Précarisée, malmenée, rarement écoutée, la jeunesse de notre pays a la gueule de bois sans pour autant avoir le sentiment d'avoir un jour ou l'autre été à la table des festivités ! Les promesses non-tenues de François Hollande qui avait juré la main sur le cœur en faire la priorité de son quinquennat ont fait long feu. Pour beaucoup de jeunes aujourd'hui c'est pâtes au beurre le lundi, pâtes au sel le mardi, et pâte nature le mercredi ! C'est le régime Dukan t'as pas de thune !

Mais la jeunesse a fait une irruption massive dans le mouvement social, sur Internet avec le mouvement des youtubers « On vaut mieux que ça ». Il y a aussi cet étonnant mouvement des Nuits debout. Dans ces espaces, les paroles s'échangent, des idées se forment, des échanges se nouent. Ils démontrent que la soif de démocratie de la jeunesse est loin d'être étanchée par les institutions, les organisations et les personnalités politiques.

Il est faux de dire que les jeunes n'aiment pas la politique. Ils n'aiment pas la politique telle qu'on leur propose. Et il suffit de regarder de l'autre côté de l'Atlantique avec Bernie Sanders pour se rendre compte que lorsqu'on leur offre un espace, les jeunes l'investissent.

Nous entendons cet appel et nous prêts à y répondre. Nous nous adressons à toute la jeunesse, celle des quartiers, des cités, celle des lycées, universités, des grandes écoles. Aux jeunes travailleurs précaires, souvent très diplômés. Nous disons aux jeunes « vous cherchez un lieu d'échange, des idées neuves, du travail en réseau. Vous cherchez un endroit stable où vos paroles seront entendues, attendues, écoutées, prises en considération. Vous cherchez un lieu d'actions utiles, de solidarité, de fraternité, d'inventions. Alors notre parti est le vôtre, nous vous y accueillons, vous y aurez toute votre place, vous pourrez y prendre des responsabilités ».

Les trois grands rendez-vous avec notre peuple, nous voulons les honorer sans attendre, pour ouvrir au plus vite de nouvelles pages de l'émancipation humaine, pour soulager le quotidien de millions de concitoyens qui ne peuvent plus attendre. Le Parti communiste, a la responsabilité de tenir la gauche et l'espoir debout, quant tant de voix faiblissent, trahissent, entonnent le refrain de la résignation.

La politique, c'est le pouvoir du peuple, à condition d'investir ce pouvoir et non de le laisser entre les mains des puissants.

Pour nos vies, les 1 % voudraient tout décider, à quelle heure du jour et de la nuit nous voudrions travailler, où et comment nous devrions vivre, consommer, où et quand nous aurions le droit d'aller et de venir.

Pour eux, tout est permis. Et pour nous, c'est eux qui devraient décider. Et en politique c'est pareil. Ils voudrait tout décider à notre place. Vous allez voter, nous disent-ils en 2017. Mais d'ici là, ils s'occupent de tout : les programmes, les candidats, et, avec les sondages, ils vous disent même qui va gagner. Vous n'avez même pas à vous fatiguer, ou à choisir. Ils préparent tout pour vous.

Regardez comment ils s'y prennent pour nous attraper dans leur filet, en écrivant des scénarios politiques comme de vraies séries téléés.

Il y a la série « Macron le moderne ». Le dernier épisode s'appelle « Macron fait du porte à porte ». Ca va être chaud bouillant, Macron au porte à porte. Parce que si le gars il s'embrouille avec tous les gars qui ont un tee shirt : « Macron au porte à porte » « ça va être embrouille à tous

les étages ».

En vrai, Macron n'a jamais fait de porte à porte de sa vie, mais par la magie de la télé, on y croirait presque. La semaine dernière, les cages d'escaliers de France étaient remplies de partisans de Macron qui faisaient du porte à porte. Mais quand va-t-on arrêter de nous raconter des histoires.

Mais il y a plus grave. Il y a la série noire : « Le Pen ce n'est pas si grave que ça ». La semaine dernière encore, une réunion qui n'était qu'un ramassis d'idéologues d'extrême droite ne sont réunis à Béziers. Marion Marechal Le Pen y a fait sa diva. Et toutes les télés étaient là, nous racontant cela en directe comme si il s'agissait juste d'un épisode un peu plus croustillant que les autres du téléfilm sur le clan Le Pen.

Mais a-t-on bien conscience du poison de haine que chaque jour on distille un peu plus parmi les peuples européens, tout ça pour les empêcher de s'unir contre le pouvoir de la finance et ceux qui le servent et des conséquences dramatiques que cela peut avoir ?

Ne les laissons pas faire. Ne les laissons pas diviser notre peuple. Montrer du doigt une partie croissante de la jeunesse française au nom de sa couleur de peau ou de ses croyances religieuses. Ne les laissons pas casser la République française, la République sociale et laïque, celle de l'égalité et de la fraternité. Ici comme partout dans le monde, le capitalisme décadent et en crise réinvente la guerre des religions. Attention au feu qui couve !

Il y a 80 ans, Maurice Thorez a tendu la main aux croyants. Aujourd'hui je la tends à tous les croyants de France, catholiques, juifs, musulmans pour leur dire : refusons ensemble tous les discours de haine, de division. Je dis à la jeunesse des quartiers populaires vous êtes la jeunesse de France, vous êtes les couleurs de la France. Permettez moi de faire miennes les paroles du Pape François, tenues le 17 mai dans « La Croix » il faut parler des racines de l'Europe au pluriel. Quand j'entends parler des racines chrétiennes de l'Europe, j'en redoute la tonalité qui peut être triomphante ou vengeresse. Cela devient alors du colonialisme... Un État doit être laïc les États confessionnels finissent mal. »

Mais finissons avec les films qu'ils veulent nous imposer en invoquant un autre de leurs récits favoris : » deux gauches inconciliables ». Il y aurait donc la gauche moderne, réformiste, celle qui veut avancer, la gauche de Valls et de Hollande. Et il y aurait la gauche qui s'accroche, celle du passé, la gauche sectaire, crispée, et même violente, la nôtre !

Ce scénario, ils nous l'imposent en boucle tous les soirs. Et c'est vrai, que ce n'est pas toujours facile pour nos compatriotes pour les 11 millions d'électeurs que François Hollande a trahi de s'y retrouver.

Mais je le dis, ne cédon pas à ces sirènes de la division. Non, la gauche ce n'est pas la loi travail, la loi travail c'est la loi du Medef. La gauche, ce n'est pas la déchéance de nationalité, l'État d'urgence, la casse des communes et des services publics, ces poumons de la République. En vérité, leur thèse n'est pas celle des gauches, leur thèse c'est de tuer la gauche, de tuer tous espoir de rendre à nouveau majoritaire une perspective de transformation et de progrès social. Alors, je lance à nouveau un appel à toutes les femmes et les hommes de gauche de ce pays, à tous les électeurs socialistes, à tous les socialistes : je leur dis : rendez-vous à l'évidence. Après tout ce qui s'est passé. François Hollande ne peut pas être votre candidat, il ne peut plus être le nôtre, il ne peut plus être en 2017 le candidat qui fait gagner la gauche. Et ensemble, c'est un autre scénario qu'il nous faut écrire : celui d'une candidature qui porterait à nouveau l'espoir de remettre la France sur les rails du progrès social.

Alors, nous voilà tous au pied du mur.

J'entends déjà tous les sceptiques me dire : « Mais c'est trop tard. Cette idée, elle est bonne mais on n'y arrivera pas ».

Je sais aussi les obstacles réels qui existent. Jean-Luc Mélenchon va dire cet après-midi qu'il avance, quoi qu'il arrive, qu'il n'a pas de temps à perdre avec toutes ces discussions. Arnaud Montebourg prépare aussi son retour. Les écologistes se demandent comment faire entendre leur voix. Et beaucoup d'autres rêvent de concourir au moins dans une primaire.

Moi, à tous, à tous ceux qui sont venus ce week-end en répondant à notre invitation, je dis : « arrêtons le gâchis. Non il n'est pas trop tard ».

Soyons conscients de nos responsabilités. La droite et l'extrême droite menacent, l'affaire est grave. La France que nous aimons peut le payer très cher. François Hollande et Manuel Valls emmènent la gauche au suicide. Tout ça ne peut pas attendre l'après 2017.

C'est maintenant qu'il faut relever le défi. Maintenant, parce que demain, ça commence maintenant !

Alors, comment s'y prendre pour lever tous les obstacles ?

Nous les communistes, et je suis fier de mon parti, nous avons décidé ce week-end d'une méthode. Elle est claire et nous allons nous retrousser les manches pour la faire réussir.

La clef, nous le disons tous les jours, elle est dans les mains du peuple. Alors, c'est à lui qu'il faut donner la parole.

Nous proposons d'écrire dans tous le pays à mille mains, avec les citoyens, avec toutes les forces, les personnalités, les candidats déclarés ou putatifs disponibles le pacte des engagements communs sur lequel pourrait se construire une candidature à gauche.

Le Parti communiste va encourager toutes les initiatives nécessaires pour cela. Il favorisera toutes les initiatives citoyennes comme l'appel des 100. Nous lancerons des débats nationaux sur le travail le 20 juin au Havre, sur la République le 23 juin à Marseille. Fin août, nous donnons rendez-vous à toutes les forces disponibles à notre université d'été d'insérer une formule tété à Angers.

Et surtout, partout, nous donnerons une ampleur inégalée à la grande consultation citoyenne que nous avons engagée (montrer le questionnaire).

Nous l'avons annoncé. Ce n'est pas une forfanterie, un coup de com'. Nous voulons que 500 000 personnes le remplissent.

Au fur et à mesure, dans chaque commune, chaque quartier, chaque entreprise où nous irons, nous rendrons compte des résultats. Et à la Fête de l'Humanité, tout convergera pour montrer avec éclat la force et la portée de cette grande écriture citoyenne.

Nous nous y engageons. En octobre, ce pacte d'engagements communs sera écrit. Nous voulons un pacte simple, lisible, facile à comprendre, qui éclaire sur les attentes cruciales du pays et les moyens de les satisfaire.

Nous le savons, le peuple de France veut la refondation de la République.

Il souhaite l'éradication du chômage et la sécurisation de la vie, de l'emploi et des revenus. Il veut la réduction du temps de travail à 32 heures, un plan national pour le logement, un plan d'urgence de lutte contre l'exclusion et la grande pauvreté, la relance des services publics et de la protection sociale.

Le peuple de France veut une lutte réelle contre la finance et pour une autre répartition des richesses. Il appelle de ses vœux un nouveau modèle de développement et que la France s'engage dans une refondation démocratique et sociale de l'Europe.

Ce mandat populaire, nous allons aider le peuple à le coucher noir sur blanc.

Et, en octobre, avec toutes les forces qui se seront engagées dans sa rédaction, nous allons le soumettre à une votation citoyenne nationale.

Partout, dans le pays, nous installerons des bureaux de vote, des milliers d'urnes à la disposition de la parole citoyenne.

Et à l'issue de cette votation, le pacte d'engagements communs sera notre mandat à tous. Tout le monde nous dit : « oui, mais d'ici là, rien ne m'arrêtera, moi j'avance ».

Eh bien, nous, nous disons : « Nous, rien ne nous arrêtera. On avance ». En avant vers la votation citoyenne nationale du mois d'octobre qui remettra en selle le peuple pour de vrai dans l'élection présidentielle.

Alors, les forces engagées dans cette construction auraient la responsabilité de désigner une candidature commune. Et si plusieurs candidats sont disponibles, nous sommes ouverts à toutes les formes de désignation citoyenne, primaire citoyenne ou tout autre processus collectif. Et nous sommes prêts à engager un candidat au service de cette démarche.

Mais l'essentiel pour nous est clair. D'ici octobre, une seule feuille de route : faire entrer en grand la voix du peuple, son aspiration au changement et à l'unité, sur la scène politique.

Ce processus, nous le mettons au service d'un double objectif : l'élection présidentielle et les élections législatives.

Les élections législatives pour nous, ce n'est pas un marchandage entre partis. Pour nous, c'est une grande question démocratique. Pour changer de politique, pour redonner du pouvoir au peuple, la France ne doit pas seulement changer de Président, elle doit changer de majorité. Elle doit compter sur des députés qui rendent des comptes au peuple, pas à un Président, quel qu'il soit.

La démocratie, c'est le pouvoir à un Parlement sous le contrôle des citoyens, ce n'est pas la monarchie présidentielle !

Chers camarades, c'est le moment d'oser, c'est le moment de l'audace, c'est le moment de faire vivre, pour nous, les vers du poète William Blake, « *ce qui est maintenant prouvé, ne fut jadis qu'imaginé* ».